



Libération (site web)

mardi 30 juillet 2024 - 06:03:00 1519 mots

Extrême droite : pendant les législatives, une explosion des violences et menaces contre les journalistes

Tristan Berteloot, Maxime Macé, Pierre Plottu

Les atteintes à la liberté de la presse dénombrées par la Fédération européenne des journalistes se sont multipliées en juin. Près de 70 % d'entre elles revêtent un caractère xénophobe, à l'image des épisodes rapportés par «Libé».

Dimanche 2 juin, au Dôme de Paris, dans le XVe arrondissement. Dernier meeting de campagne de Jordan Bardella dans la campagne pour les européennes. La tête de liste du Rassemblement national vient de terminer son discours sur *«la submersion migratoire»*, prophétisant la *«mort»* possible de *«notre civilisation»*. Tandis que les enceintes crachent du Abba ou du Johnny Hallyday, le président du RN descend dans la fosse pour son bain de foule habituel. Les fanatiques du président du Rassemblement national se précipitent sur lui, ils veulent tous leur selfie, c'est la bousculade.

Les journalistes ne sont pas les bienvenus. *«Arrêtez de pousser, merde !»*, crient quelques-uns, irrités par les caméras venues capter l'instant. Une reporter de radio tente de faire réagir Bardella au commentaire du directeur de la gendarmerie nationale, outré par la mise en scène d'un gendarme sur un tract de campagne. *«Est-ce que c'est le moment de faire ça ?»*, lui lance une femme. *«Vous n'avez pas des trucs plus urgents ?»*, renchérit Bardella. La foule se met à huer la journaliste, une femme lui lance : *«Oh mais ta gueule !»*. La tête de liste intime aux sympathisants de se calmer, mais le message n'est pas intégré par tous.

A quelques mètres, une équipe de télévision cherche à filmer le bain de foule. Une reporter d'images, coincée dans la cohue, lève sa caméra à bout de bras au-dessus de sa tête. Soudain, un groupe de sympathisants frontistes tente d'attraper le boîtier et la traite de *«journalope»*. Elle reçoit des coups de coude dans les côtes. *«J'ai demandé aux jeunes d'arrêter»*, raconte sa coéquipière. *Je leur ai dit : «respectez les journalistes»*. Un type lui répond, menaçant : *«sinon quoi ?»* *«Ils faisaient tout pour qu'on ne puisse pas travailler»*, explique la journaliste politique. *O n a fini par s'en extraire*. Quand les deux femmes se retrouvent, la première raconte à la seconde ce qui s'est produit dans la cohue : tandis qu'elle tenait sa caméra à bout de bras, quelqu'un lui a agrippé la poitrine.

Parole raciste désinhibée

L'épisode rappelle que couvrir l'extrême droite reste pour la presse un exercice à part. En témoignent aussi le nombre et les circonstances des violations de la liberté de la presse en France dénombrées par la Fédération européenne des journalistes (FEJ) sur la plateforme européenne Media Freedom Rapid Response (MFRR), financée par l'Union européenne. Spontanément déclarées par leurs victimes ou relevées par la FEJ, ces atteintes ont pratiquement quadruplé au cours du mois de juin par rapport aux faits rapportés depuis le début de l'année. Concrètement, au cours de la campagne législative, la FEJ a enregistré sur sa plateforme 22 attaques visant des journalistes en France contre 32 du 1er janvier au 31 mai

2024 (soit une moyenne de six par mois). *«La France est devenue en juin le cinquième pays le plus touché en Europe par des attaques contre la presse, derrière l'Ukraine, l'Allemagne, l'Italie et la Turquie»*, souligne Camille Magnissalis, responsable du monitoring auprès de MFRR. Et *«près de 70 % de ces attaques contre les journalistes revêtent un caractère xénophobe et évoquent le contexte électoral»*, précise-t-elle.

Parmi les cas médiatisés, elle rappelle que les journalistes Karim Rissouli et Mohamed Bouhafsi, qui travaillent pour France Télévisions, ont témoigné publiquement avoir reçu de nombreux messages racistes et menaçants, parfois envoyés à leur domicile. Même érucation raciste contre le journaliste de Mediapart Youmni Kezzouf, début juillet. Notre confrère réalisait alors un reportage au Blanc (ça ne s'invente pas) près de Châteauroux dans l'Indre. Au premier tour des législatives, le RN est arrivé en tête dans toutes les communes rurales du département. *«Alors que je me trouve à la terrasse d'un café j'engage la conversation avec un homme d'un certain âge qui m'annonce de but en blanc qu'il vote RN»*, raconte-t-il à Libé. *«Lorsque je lui demande comment il motive son vote, il me lance "je ne parle pas aux bougnoules" avant de quitter la terrasse.»* Youmni Kezzouf souligne que l'épisode n'intervient pas dans un contexte purement politique comme un meeting ou un tractage, et témoigne d'une désinhibition de la parole raciste.

Pendant les trois semaines qu'a duré la campagne électorale, le média en ligne Streetpress, qui a multiplié les révélations sur les candidats de RN, a reçu plusieurs milliers de mails insultants, racistes et menaçants. Les journalistes ont arrêté de compter au-delà de 2 000 messages, mais le harcèlement ne s'est pas arrêté. Joint par Libé, Mathieu Molard, le rédacteur en chef du média, s'amuse presque de nous expliquer que, pour la seule journée du 29 juin, *«c'est plus de 800 mails insultants et islamophobes reçus sur notre adresse de contact»*. *«Nous comptons faire un signalement au parquet pour tenter d'établir s'ils viennent tous d'un individu extrêmement motivé dans sa volonté de nous nuire ou d'un groupe plus organisé»*, précise-t-il. Plus inquiétant, Mathieu Molard rapporte avoir repéré sur la messagerie Telegram des appels à attaquer les locaux du média. Notamment sur la chaîne nommée «Division arienne française», dont l'un des leaders a été condamné à deux ans d'emprisonnement le 20 juillet dernier pour avoir proféré des menaces, appelé à des ratonnades et publié le 8 juin une recette pour préparer des explosifs.

Menaces de mort et entraves

Ce harcèlement d'une rare violence, la journaliste indépendante Salomé Saqué l'a aussi subi. Le 4 juillet, elle partage un message qu'elle a reçu dans les DM de son compte X (ex-Twitter). On peut y lire la prose d'un internaute qui lui indique *«Tu sais, c'est pas parce que tu es journaliste que tu vas pas prendre une balle dans la tête salope communiste»*. Un message parmi tant d'autres que la journaliste a reçu pendant la campagne. Elle précise dans son tweet : *«Je ne sais pas à quoi nos vies ressembleront si le RN arrive au pouvoir, nous, que l'extrême droite a désigné comme des ennemis.»*

La presse locale n'est pas épargnée. Fin juin, un journaliste de France 3 Franche-Comté a déposé plainte pour «menaces de mort» à l'encontre de l'entourage d'un candidat du parti zemmouriste Reconquête, lors d'un débat télévisé dans le cadre des législatives organisé à Besançon, dans les locaux de la chaîne. *«Je vais le buter»* a lancé à l'encontre du journaliste, qui n'a pas souhaité être identifié, une femme présentée comme une «accompagnatrice» du candidat Reconquête Philippe Ghiles. Auprès de l'Est républicain, ce dernier a expliqué ne pas avoir été présent lors de l'échange et que les propos incriminés étaient *«susceptibles d'être*

déformés». Pour autant il assure que si l'enquête prouve leur véracité, il «*présentera ses excuses au journaliste*».

Dans le centre Bretagne, à Carhaix, le rédacteur en chef de l'hebdo *le Poher*, Erwan Chartier, déjà menacé à plusieurs reprises par l'extrême droite, a dû faire face à de nouvelles menaces de mort pendant la campagne. Entre le 6 juin et le 20 juin, les locaux de son journal et plusieurs commerces de la ville ont été recouverts de stickers diffamatoires et surtout menaçant à son encontre. Sur l'un d'eux on pouvait lire «*en attendant l'épuration... faites l'inventaire des collabos*». Erwan Chartier a déposé plainte et l'individu responsable de ces collages a été identifié, notamment grâce aux caméras de vidéosurveillance du journal. A cette date, le rédacteur en chef du *Poher*, joint par *Libé*, ne sait pas si l'homme a été auditionné par les forces de l'ordre.

A ces harcèlements, menaces et agressions s'ajoutent des entraves à la liberté de la presse, notamment de la part du RN. Le parti d'extrême droite a ainsi refusé à plusieurs reprises à des journalistes d'assister à ses conférences de presse. Le 3 juillet, deux journalistes de Mediapart se sont vus refuser l'accès à la réunion publique organisée par le Rassemblement national, à Garchizy dans l'Yonne. Julien Odoul, porte-parole du RN venu soutenir deux candidats du parti, est intervenu personnellement pour leur interdire l'accès, au prétexte que leur journal serait «*un ami du Hamas*». Le 26 juin en Moselle, le député RN Laurent Jacobelli interdisait l'accès de l'une de ses réunions publiques à une autre journaliste de Mediapart. A Lyon, le soir du 7 juillet, ce sont un journaliste de *la Tribune de Lyon* et un autre de Mediacité qui ont été interdits de soirée électorale dans la salle retenue par le RN pour l'annonce des résultats du second tour. Un avant-goût des pratiques d'un RN au pouvoir ?

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)